

Bundesversammlung

Assemblée fédérale

Assemblea federale

Assamblea federala



CH - 3003 Bern

Berne, le 25 mars 2021

Monsieur le Président,

La Confédération s'attache à promouvoir le respect des droits de l'Homme ; elle joue un rôle fondamental dans ce sens partout dans le monde, un devoir auquel elle s'est engagée depuis des dizaines d'années. Nous partageons ces valeurs, c'est pourquoi nous vous écrivons au sujet de la situation actuelle en Turquie, pour vous demander de faire pression sur le gouvernement turc qui viole les droits de l'Homme.

Vous n'êtes pas sans savoir que le Président turc Recep Tayyip Erdogan a entraîné le pays sur une voie de plus en plus autoritaire. Il a systématiquement marginalisé les différentes formes d'oppositions dans le pays, réduit au silence ou coopté les médias critiques, licenciés les juges indépendants en les remplaçant par des fidèles de son parti, et emprisonné de nombreux journalistes et autres activistes.

Freedom House a classé la Turquie comme un pays " non libre " dans son rapport 2020 sur la liberté dans le monde. Et le rapport 2019 du département d'État américain sur les pratiques en matière de droits de l'homme indiquent que "dans le cadre d'une vaste législation antiterroriste, le gouvernement a restreint les libertés fondamentales et compromis l'état de droit".

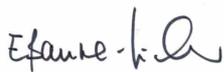
La politique étrangère du président Erdogan est également devenue plus belligène au fil du temps. Ces dernières années, il a attaqué les Kurdes qui combattent le groupe djihadiste de l'« Etat Islamique » en Syrie, et poursuit des interventions militaires au Nord de l'Irak, en totale violation de la souveraineté des autorités du pays. Il a encouragé l'Azerbaïdjan à recourir à la violence pour régler un différend territorial avec l'Arménie. Dans les conflits entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie et en Lybie, l'Etat turc a recruté et envoyé des mercenaires dans ces pays, en violation complète du droit international. Le Président Erdogan a également tenté de faire pression sur une série de pays, dont la Suisse, pour qu'ils extradent des ressortissants turcs, qu'il tient pour responsables du coup d'État manqué de 2016.

Dans ce contexte, nous pensons que la Suisse a un rôle essentiel à jouer. Nous vous demandons instamment d'insister auprès du Président Erdogan et de son administration afin qu'ils mettent immédiatement fin à la répression de la dissidence dans le pays et à l'étranger, qu'ils libèrent les prisonniers politiques et les prisonniers de conscience, et qu'ils inversent le cours autoritaire dans lequel le pays s'est engagé. Nous demandons à ce que le président Erdogan renonce à interdire le HDP et qu'ils reviennent sur leur décision de se retirer de la Convention d'Istanbul.

Il nous semble également utile que la Suisse rappelle à la Turquie les engagements qu'elle a pris en ratifiant la Convention européenne des droits de l'Homme. En conséquence, nous appelons le Conseil fédéral à surseoir à la ratification du nouvel accord de libre-échange entre la Suisse et la Turquie, tant que la Turquie ne met pas en œuvre les décisions de la Cour européenne des droits de l'Homme.

Nous croyons profondément à la poursuite de la tradition humanitaire de la Suisse et aux valeurs que la Confédération défend et sommes persuadés que cet appel urgent sera entendu.

Élisabeth Baume-Schneider (Députée au Conseil des États)



Christophe Clivaz (Député au Conseil national)



Brigitte Crottaz (Députée au Conseil national)



Denis De la Reussille (Député au Conseil national)



Laurence Fehlmann Rielle (Députée au Conseil national)



Pierre Alain Fridez (Député au Conseil national)



Claudia Friedl (Députée au Conseil national)



Tamara Funicello (Députée au Conseil national)



Balthasar Glättli (Député au Conseil national)



Eva Herzog (Députée au Conseil des États)



Irene Kälin (Députée au Conseil national)



Ada Marra (Députée au Conseil national)



Min Li Marti (Députée au Conseil national)



Lisa Mazzone (Députée au Conseil des États)



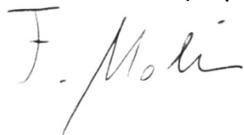
Mattea Meyer (Députée au Conseil national)



Sophie Michaud Gigon (Députée au Conseil national)



Fabian Molina (Député au Conseil national)



Martina Munz (Députée au Conseil national)



Isabelle Pasquier-Eichenberger (Députée au Conseil national)



Valérie Piller Carrard (Députée au Conseil national)



Katharina Prelicz-Huber (Députée au Conseil national)



Stéphanie Prezioso (Députée au Conseil national)



Léonore Porchet (Députée au Conseil national)



Valentine Python (Députée au Conseil national)



Franziska Roth (Députée au Conseil national)



Franziska Ryser (Députée au Conseil national)



Ursula Schneider Schüttel (Députée au Conseil national)



Priska Seiler Graf (Députée au Conseil national)



Carlo Sommaruga (Député au Conseil des États)



Nicolas Walder (Député au Conseil national)



Manuela Weichelt-Picard (Députée au Conseil national)



Cedric Wermuth (Député au Conseil national)

